



Programme Avenir Juste - Cordaid  
Enquête de perception menée du 09 au 18 novembre 2022

# Perceptions relatives à la sécurité dans les régions de Maradi et Tillabéri au Niger

//// Restitution de l'enquête de terrain Q2



SIPRI et LASDEL  
Financement Cordaid

PROGRAMME  
JUST FUTURE

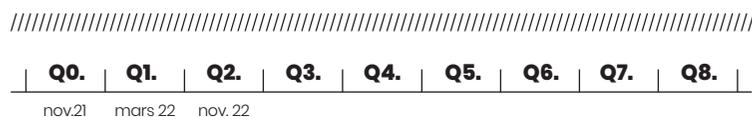
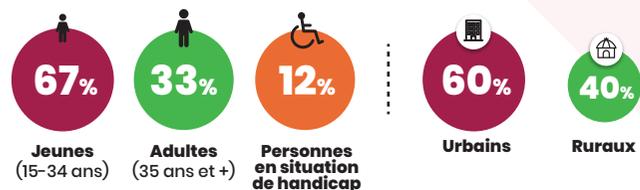


# Méthodologie

Dans le cadre du programme « Avenir Juste » financé par Cordaid, le SIPRI et son partenaire le LASDEL mènent des enquêtes de perception auprès d'un échantillon représentatif de 478 personnes dans les régions de Tillabéri et Maradi au Niger dans 2 communes et 15 localités.

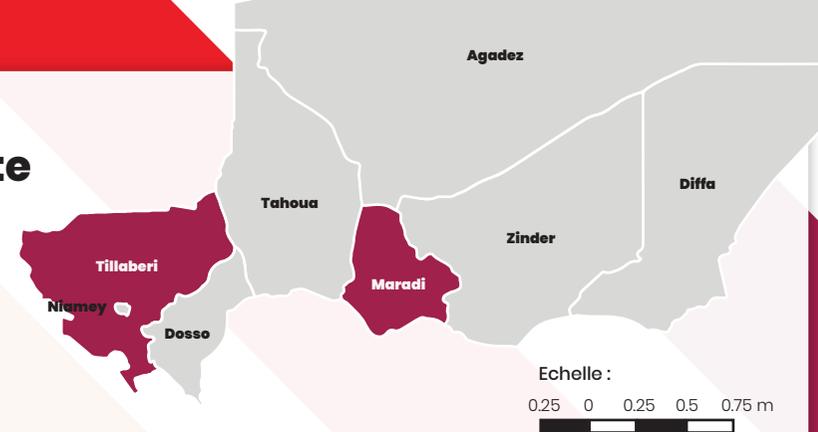
Les questionnaires sont administrés par une équipe de sept facilitateurs et trois facilitatrices.

Conformément aux attentes exprimées par CORDAID envers les catégories de populations les moins audibles, une attention particulière a été portée lors des enquêtes à l'inclusion des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et de personnes déplacées ou réfugiées. L'échantillon se répartit donc comme suit :



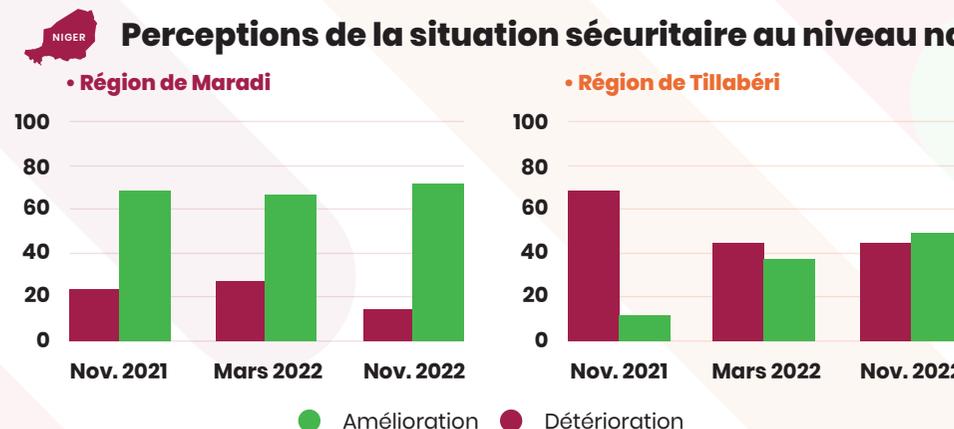
## Zones d'enquête

/// Source : cartographie du Niger

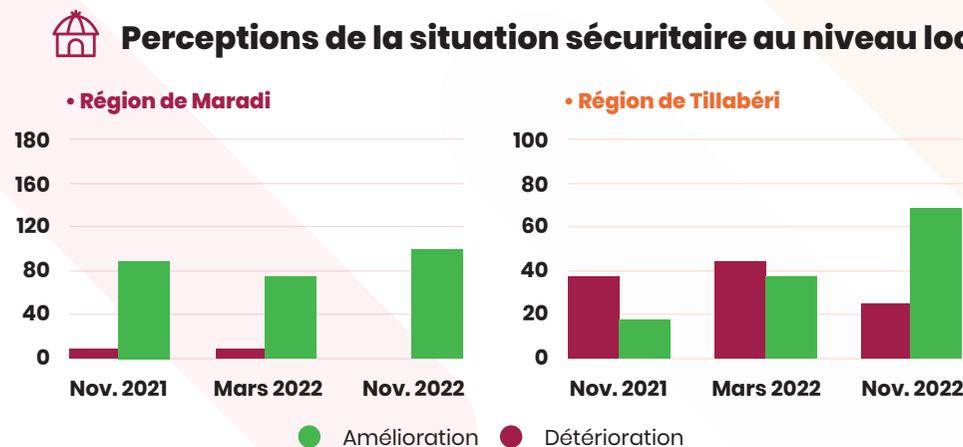


## Les perceptions de l'insécurité

### Perceptions de la situation sécuritaire au niveau national



### Perceptions de la situation sécuritaire au niveau local





## Principales sources d'insécurité

### Région de Tillabéri :

37%

La présence des groupes armés non-étatiques

31%

Les attaques, vols et menaces contre la population

### Région de Maradi :

45%

La proximité avec la frontière

25%

Les attaques, vols et menaces contre la population

15%

L'absence des forces de défense et de sécurité

La pauvreté, le chômage et l'insécurité alimentaire sont des sources de préoccupation majeure depuis le début des enquêtes (oct. 2021).

## Les relations entre les populations et les forces étatiques de sécurité

Les perceptions recueillies reflètent les impressions subjectives des répondants. Elles fournissent des informations sur la façon dont les personnes comprennent et interprètent ce qu'elles voient, croient, pensent et ressentent, et surtout, comment elles donnent un sens à leur environnement.



## Acteurs sécuritaires perçus comme étant les plus visibles et les plus présents au niveau local

63%

Police

50%

Gendarmerie

39%

Garde nationale

12%

Armée



## Confiance exprimée envers les acteurs sécuritaires

90%

envers la police, gendarmerie, garde nationale, armée

29%

### envers les forces internationales

Ces résultats ne concernent que la région de Tillabéri où les forces du G5 Sahel sont déployées depuis octobre 2017 et les forces françaises depuis 2014 dans le cadre de l'opération Barkhane. Leurs mandats sont peu compris et les répondants leur reprochent leur manque d'intervention en cas d'attaques.

14%

### envers les comités de vigilance

La confiance exprimée s'explique par le caractère mobile des forces nationales de sécurité ou leur absence qui pousse les résidents à s'organiser eux-mêmes pour la surveillance quotidienne de leurs villages et de leurs biens.



## Limites existantes dans les relations avec les forces de défense et de sécurité

Le sujet est considéré « sensible » par les répondants et fait référence aux limites suivantes :

- **Manque d'intervention** des forces en cas d'attaque ;
- **Limitation géographique** des patrouilles ;
- **Peur des représailles** par les groupes djihadistes en cas de contact avec les forces ;
- **Méfiance réciproque** entre les forces et les populations que l'insécurité induit (en particulier dans la région de Tillabéri) ;
- **Comportements arbitraires** dont le risque de confusion entre populations civiles et membres de groupes armés ; la corruption ; le chantage et le harcèlement sexuel.



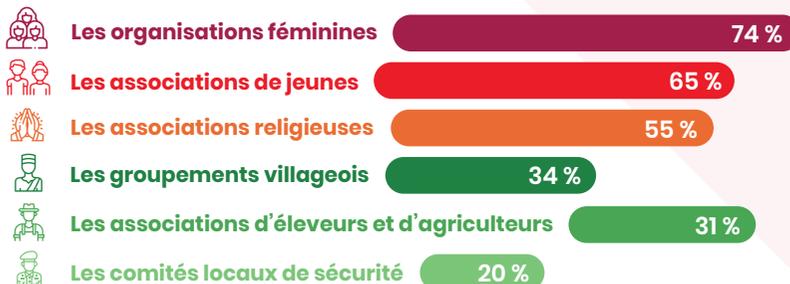
En 2022, les enquêtés considèrent que les forces se comportent de la même façon envers toutes les communautés. En revanche, les populations de la région de Tillabéri se plaignent du manque de connaissance des réalités locales, du manque de prise en compte de l'opinion des communautés et de l'utilisation de la force par les FDS.

## La société civile locale et les questions de sécurité



### La société civile locale et les questions de sécurité

Pour **60%** des répondants certains acteurs de la société civile locale ont un rôle à jouer sur les questions de sécurité. Les acteurs les plus cités, par ordre de fréquence, sont :



### Rôles et activités exercés

- Réunions de sensibilisation et d'information sur la sécurité
- Constitution de groupes informels de surveillance des quartiers, des biens et des troupeaux
- Sensibilisation et médiation face aux tensions locales



## Limites rencontrées par la société civile locale sur les questions de sécurité

Pour autant, les populations sollicitent peu les acteurs de la société civile sur les questions de sécurité. Les principales raisons sont :

- Le **manque de moyens humains et financiers** ;
- Le **manque de compétence et d'informations** dans un contexte sécuritaire complexe (l'accès à l'information se fait surtout par des rencontres ponctuelles avec les forces ou par des contacts familiaux ou personnels au sein de celles-ci) ;
- Les **souçons de corruption et de politisation** ;
- La **gravité de l'insécurité et la peur prédominante des repréailles**, notamment dans la région de Tillabéri.



## Conclusions

- Si la région de Tillabéri souffre particulièrement des attaques et des violences quotidiennes exercées par les groupes djihadistes, la région de Maradi demeure exposée à la criminalité et au banditisme. Le **niveau d'insécurité reste donc prédominant au niveau local**.
- Aux **craintes des violences** s'ajoute une peur concernant l'**accélération de la dégradation des conditions socio-économiques** avec des risques importants d'insécurité alimentaire et de manque d'eau dus aux difficultés climatiques et aux contraintes d'exploitation imposées par l'insécurité.
- Bien que considérée comme peu « active » sur les questions de sécurité, la société civile a des rôles à jouer. Elle peut servir de **courroie de transmission des plaintes des populations**, mais elle peut aussi être **porteuse de conseils** dans ce domaine.



## Recommandations

- Former la société civile locale au recueil et à la transmission d'informations sécuritaires aux populations.
- Sensibiliser les populations aux différentes forces et à leurs mandats respectifs afin de réduire la méfiance entre les forces et les populations.
- Former les forces de défense et de sécurité au respect des droits humains et notamment au respect de l'anonymat des citoyens.